

Front commun pour réduire le fossé de la participation

Elections fédérales A l'initiative de la section Jura bernois du PLR, les formations de la région se sont rencontrées pour parler tactique. Double but: augmenter la participation et le nombre d'élus.

Dan Steiner

Pensez donc, fait remarquer Jean-Luc Niederhauser: en 1919, le taux de participation national lors des élections fédérales avait atteint quelque chose comme 80%. Comparaison n'est pas raison, mais celui de 2019 est tombé à 45,1%, note le président de la section Jura bernois du PLR. Les gens jettent leur enveloppe de vote et électorale sans en faire usage bien plus souvent qu'à l'époque, et c'est d'autant plus vrai dans notre région.

Hélées par les libéraux-radicaux, toutes les formations politiques jurassiennes bernoises ont convergé vers le Restaurant de la Place, à Malleray, ce mercredi soir. Pas pour se taper dessus avant les Fédérales du 22 octobre ni pour taper le carton, mais pour faire front commun et mobiliser les ayants droit du Grand Chasseral. Aux urnes, toute! Et tous.

Six contre zéro

«Si le taux de participation cet automne est aussi misérable qu'il y a quatre ans, ce ne sera pas qu'un naufrage pour la région, mais également pour les partis politiques», juge Jean-Luc Niederhauser, en marge de la soirée. Et l'ancien député-maire de Court de rappeler qu'il y a 40 ans seulement, ils étaient six, les élus et élus du Jura bernois et de Bienne, sous la Coupe fédérale. En avril 2023, seul le maire agrarien de Cortébert, Manfred Bühler, peut donner son avis au Conseil national, accompagné par le socialiste bilingue biennois Hans Stöckli aux Etats.

Pour le PLR, cette rencontre se voulait bien sûr apolitique, dans le sens où elle consistait à



Un réel fossé sépare la partie alémanique du canton et le Jura bernois. Dans la première, le taux de participation aux Fédérales de 2019 est monté jusqu'à 52,3%. Ici, il est resté scotché à 36,8%.

Keystone

sonder les avis de chaque formation et amorcer un début de stratégie commune. Avec deux pistes préliminaires: une campagne marketing destinée à être relayée, par exemple par les médias, ainsi que la production de capsules vidéos diffusables tous azimuts sur les réseaux sociaux.

«En 2019, le taux de participation dans la région Berne-Mittelland a affiché 52,3%», relève Jean-Luc Niederhauser, le comparant aux 38,8% de Bienne et aux faméliques 36,8% du Jura bernois, le pire score du canton (lire aussi par ailleurs). Cet arrondissement a ainsi raflé 12 des 24 sièges (rédi: réservés au canton de Berne au Conseil na-

tional). Il est donc faux de croire que les gens ne se déplacent plus et de parler de fatalité.» Or si l'association des communes Jura bernois.Bienne (Jb.B) planche depuis quelque temps sur la question, le PLRJB estime que c'est aux partis de se bouger pour faire bouger. En complément des Communes, pas en les court-circuitant.

Si notre région, dont le bassin de population est de 100'000 personnes, soit 10%, se déplaçait autant que dans l'autre bernoise précitée, c'est deux à trois représentantes et représentants qu'elle pourrait faire élire. Alors que chaque parti mitonnera sa petite cuisine électorale de son côté,

l'objectif n'est pas ici de demander à l'électeur écologiste d'élire un agrarien et vice versa.

Voter pour éviter de subir

«Notre rôle est en effet d'afficher une cohésion, pas dans nos idées, bien évidemment, et de montrer que l'on peut trouver des compromis dans notre région», appuie Théo Brand, président imérien du PSJB, lui-même candidat au National. Si l'on entend parfois dire que les francophones du canton sont préférentiels, par exemple administrativement, une meilleure représentativité de ces derniers à Berne ne fera que porter leur voix, estime pour sa part Selena

Metthez, aussi candidat, sous la bannière vert'libérale.

Après une bonne heure de discussions, convergentes sur le principe, les responsables des partis régionaux se sont mis d'accord pour lancer cette campagne marketing. Un ou une porte-drapeau par groupe – libre à eux de choisir la personne de leur choix, différente à chaque fois ou non, du parti principal ou de leur groupe jeune – participera aux événements à définir. Langue serait également prise avec les institutions régionales pour un soutien à cette initiative apolitique ainsi que réflexion menée sur une participation à des manifestations d'ampleur régionale. Budget: minimum 1000 fr. par formation politique, soit 8000 fr. pour commencer.

L'avantage de participer à une manifestation est de rappeler aux gens de simplement voter, au risque que la région subisse les conséquences de cet abstentionnisme, soulève encore Jacques Frei, président du Centre, bien que ce dernier parti ne lance aucun candidat jurassien bernois dans la bataille.

En lice pour le PLR, Virginie Heyer conclut en rappelant que ces actions seront accompagnées par celles mises en place par Jb.b, dont elle est la présidente, à savoir: tout-ménage avec tous les candidats francophones du Jura bernois et de Bienne, annonces dans les médias, baromètre électoral en ligne et sur le terrain ou démarchage dans la capitale, où vivent de nombreux francophones. Si cette bonne volonté venait à ne pas être suivie de résultats, sera-ce bien raisonnable de se plaindre des conséquences des décisions fédérales?

EN BREF

Soutien des cantons à un artiste jurassien



Culture La Commission inter-cantonale de Littérature des cantons de Berne et du Jura (Cili) a attribué la bourse Fell-Doriot d'aide à l'écriture à l'artiste pluridisciplinaire Augustin Rebetez pour un projet ancré notamment dans la région jurassienne, le monde de l'art, la gastronomie et l'urbanité. L'artiste de Mervelier est connu surtout pour ses installations multimodales, peut-on lire dans un communiqué du canton publié mercredi.. Depuis de longues années déjà, l'écriture y occupe une part importante, qu'il s'agisse de slogans, de manifestes ou de poèmes. En parallèle à ces autres travaux, Augustin Rebetez écrit des textes autonomes et exerce une activité d'éditeur avec sa structure Label Rapace. La bourse est dotée de 15'000 francs. mpr

Accompagner la vie, même en cas de maladie

Soins palliatifs Le saviez-vous, 80% de la population désire si possible finir ses jours à domicile, mais seul 20% le vit effectivement? Les possibilités de ressources et soutien existent dans la région BEJUNE, mais sont trop peu connues. De 2022 à 2024, Palliative bejune organise six rencontres gratuites avec ateliers pour les proches et toutes personnes concernées. La 3e rencontre aura lieu mardi 25 avril de 13h45 à 17h à Tramelan. Infos et inscription au 079 755 72 71. c-mpr

Les jeunes prennent moins de cours de conduite

Circulation De nombreux jeunes s'exercent dans un cadre privé au lieu de prendre des leçons dans une auto-école. La fréquentation des entreprises d'auto-école est en baisse à cause de la nouvelle loi qui oblige les moins de 20 ans à pratiquer durant 12 mois avant de passer l'examen.

Estelle Hermann
Yvan Wildhaber

Depuis l'année 2020, les futurs automobilistes de moins de 20 ans doivent suivre une phase d'apprentissage d'au moins douze mois avant de pouvoir se présenter à leur examen pratique de conduite. Cette révision des prescriptions relatives au permis de conduire vise à offrir aux apprentis automobilistes un temps d'exercice plus long afin de réduire le risque d'accident après la réussite de conduite.

Plus de trois ans après la modification, plusieurs moniteurs d'auto-école remarquent une diminution du nombre des leçons

de conduite avant de passer l'examen. «Dans l'ensemble, on constate une baisse du nombre d'apprentis conducteurs par rapport aux années précédentes», souligne Viviane Bourquin, monitrice d'auto-école à La Neuveville, au micro de Canal 3. «Ils sont aussi certainement découragés à passer leur permis avant 20 ans, et vont ainsi opter pour le faire plus tard pour ne pas être soumis à cette loi.»

Lors de cette phase d'apprentissage de douze mois, les jeunes ont tendance à s'exercer dans un cadre privé au lieu de prendre des leçons dans une auto-école. Selon les professionnels, cela n'est pas sans conséquence. «Pendant



De nombreux jeunes s'exercent dans un cadre privé au lieu de prendre des leçons dans une auto-école.

Unsplash

cette année, ils n'ont pas réellement appris les bases, mais se présentent tout de même

à l'examen», constate Jean-Paul Lhéruault, propriétaire de l'entreprise Driving-School-Richard

à Bienne. Selon Viviane Bourquin, cette baisse de cours de conduite s'explique également par l'augmentation du coût de la vie, et notamment des prix des leçons des auto-écoles. «Dans ce contexte, nous avons dû majorer nos prix pour rentrer dans nos frais», mentionne-t-elle. De manière générale, cela décourage plus d'une personne à souscrire un abonnement de plusieurs leçons auprès d'un centre d'auto-école.

De nouvelles offres

Jean-Paul Lhéruault remarque justement que de plus en plus d'apprentis se tournent vers d'autres offres moins onéreuses. «Ces pseudo-moniteurs pro-

posent des leçons de conduite à des prix situés entre 20 fr. et 30 fr. et empiètent ainsi sur notre terrain», relève-t-il. De plus, cela n'est pas sans conséquence dans la qualité d'apprentissage. «Ces personnes n'ont aucune formation pédagogique et ne disposent pas de compétences professionnelles et adéquates pour donner une leçon de conduite en toute sécurité», affirme-t-il.

Malgré cela, les moniteurs d'auto-école de la région disent ne pas craindre pour leur emploi à court terme. Toutefois, ils espèrent un changement de loi de la part de la Confédération. L'Office fédéral des routes a promis une réévaluation d'ici à 2024.